

## Rideau de cendres

DANS son « billet » daté 19 janvier 2010, Favilla, pseudonyme d'un éditeur caustique du quotidien économique « Les Echos », écrit justement ceci : « La France, de même que le reste de l'Occident, subit actuellement le pire taux de chômage depuis quinze ans et connaît la situation de ses finances publiques la plus dégradée depuis la Seconde Guerre mondiale. Il a souvent été question de ces sujets dans les six mois qui ont suivi le tsunami financier de l'automne 2008. Depuis, silence ou presque. Cette atonie du débat public est d'autant plus surprenante que, au moins sur le front de l'emploi, la tendance va très probablement continuer de se dégrader au cours de l'année qui commence. (...) « Lorsque s'abat sur la planète un désastre aussi terrible que le martyre haïtien, toute autre inquiétude, toute autre souffrance semblent invisibles. Un rideau de cendres les recouvre. (...) « Ce rideau est constitué de prétendus débats de société qui agitent inconsidérément les esprits. » Pour notre part, nous n'irions pas jusqu'à avancer que des questions telles que l'identité nationale, l'interdiction de la burqa ou la pratique des mères porteuses sont secondaires. De notre point de vue, et sans doute, à le lire, est-ce aussi celui d'un des brillants éditorialistes du « Figaro », Yvan Rouffol, ces débats-là sont importants pour le devenir de la société française et (ou) européenne (de l'ouest) car ils touchent aux valeurs essentielles qu'une démocratie (au sens grec) comme la nôtre entend défendre ou ne pas défendre. Il serait lâche, faible et vain, de se voiler la face aux prétendus motifs qu'il ne faut pas discriminer. Bien sûr, il convient de ne pas amalgamer et de ne pas discriminer mais il importe tout autant de poser et les bases et les règles d'un débat pluri-concessionnel incontournable. Sur ce plan-là, que chaque partie ne se défasse pas. Saluons, en dépit de critiques à courte vue, biaisées ou mal intentionnées, le courage et la lucidité d'Eric Besson. Non, ce monsieur ne cherche pas à stigmatiser sa famille d'origine, la gauche. Simplement, de notre point de vue, il pose, avec fermeté et non sans lucidité, les problèmes tels qu'ils sont en réalité.

Pour l'heure, au-delà des pécadilles quotidiennes et de l'écume des jours, ce qui nous préoccupe, sans doute éloignée des préoccupations quotidiennes, mais intimement reliée à elles de par leurs conséquences, est la sortie de crise à risque pour les banques centrales. Comme l'écrit justement le journal « Les Echos », daté 18 janvier 2010, « cela ressemble à une redoutable partie de mikado ». « Sous le regard du monde entier, les banques centrales vont tenter de défaire l'écheveau de mesures mises en place pendant la crise (NDLR : financière et économique), sans provoquer de secousses fatales. La Chine a déjà procédé à un test la semaine passée. Sa décision de resserrer les conditions du crédit a fait trembler les Bourses mondiales. Les autres instituts d'émission savent à quoi s'en tenir : la sortie du dispositif de crise est périlleuse, elle peut ébranler les marchés et casser la reprise économique si on agit trop tôt, trop vite. A l'inverse, en tardant, des bulles financières et des pressions inflationnistes vont émerger. » Il s'agit de trouver et de mettre en œuvre, de manière coordonnée, le bon réglage. Mais, justement, jusqu'alors, la Fed, la BCE, la Banque centrale chinoise, pour ne citer que les principales, ont vécu chacune leur vie, sauf au moment où le monde a failli basculer dans la Grande Dépression. C'est à ce moment-là qu'un homme nommé Nicolas Sarkozy a agi avec force et calme – non pas en « sauveur » mais en politique responsable – en jetant dans la bataille pugnacité et connaissance des mécanismes économiques, financiers et bancaires. Le grand public ne l'a pas perçu ; les banquiers centraux, eux, le savent.

Aujourd'hui, en cette mi-janvier 2010, où en sommes-nous ? Certes, d'un point de vue purement technique, il n'y a pas d'obstacles insurmontables à un démantèlement des dispositifs d'assouplissement quantitatif, autrement dit les mécanismes par lesquels les banques centrales ont fourni aux organismes bancaires, afin qu'ils se refincent correctement, au plus fort de la crise financière, des paquets de liquidités, afin d'éviter un « credit crunch » (NDLR : panne de crédit brutale). Dans le but exclusif d'éviter à tout prix un arrêt de l'économie mondiale par grippage total ou partiel des rouages, celle-ci fonctionnant aujourd'hui, du moins en ce qui concerne les grands groupes, par effet de levier ou par endettement, dans des phases accélérées de fusion-acquisition ou par OPA amicales ou hostiles (entre autres).

Quelques rappels utiles qui sont aussi des repères nécessaires. L'essentiel du travail de la Banque centrale européenne (BCE) dans le domaine « non conventionnel » s'arrête à des opérations de refinancement divisées par quatre entre juin et décembre 2009 et à un nombre d'établissements financiers de crédit participant à l'enchère divisé par cinq (demandes de fonds à un an). Dans le même temps, la Fed (Federal Reserve américaine) fait face à d'autres problématiques. L'argentier américain a acheté massivement des titres, publics et privés, au point de quasiment tripler son bilan, qui avoisine 2 200 milliards de dollars. Comment, de ce fait, revenir à la normale ? Revendre les actifs, les garder jusqu'à maturité, les échanger dans des opérations de refinancement inversé où les banques prêtent des liquidités à la Fed et reçoivent des titres ? Le chemin vers la sortie promet de déclencher une opération véridie sans doute politiquement dangereuse », assure Willem Buiter, ancien membre de la Banque d'Angleterre. Les risques pris par les autorités monétaires, et pas uniquement la Fed, et leur ingérence dans une sphère qui relève presque de la politique fiscale, vont éclater au grand jour. La date hypothétique de la remontée des taux constituera un premier signal. Après l'été 2010, l'autre conséquence, fâcheuse, de la « sortie » de crise pourrait être une nouvelle poussée de l'euro. Pourtant, la presse américaine parle d'une « dévaluation » de l'euro par rapport au dollar en 2010. Une certitude : la guerre des taux de change battra son plein cette année...

Marie-Pierre BOULIGAUD

## INTERVIEW

# Yves Nicolin en reconquête



Photo Ludovic Dain

Dans un entretien avec « Le Pays », le député du Roannais évoque son travail parlementaire à mi-mandat de la législature, défend la politique de réformes de la majorité et livre son sentiment sur l'actualité locale. Sans cacher son intention de repartir très vite au combat, dans la perspective des prochaines échéances législatives et municipales...

page 2

## AUDIENCES

### La rentrée judiciaire

Les tribunaux de grande instance, de commerce et le conseil de prud'hommes ont tenu leurs audiences solennelles, la semaine dernière, à Roanne. Il y a été question de carte judiciaire à l'encore inquiétant tracé, de très petites entreprises passablement liquidées et de conflits employeurs-employés pas assez conciliés.



Photo Ludovic Dain

page 8

## PRISON

### Le Pays Basque se mobilise pour Lorentxa



page 9

## SEISME

### Les Roannais solidaires des sinistrés d'Haïti

page 3

## VERGLAS

### Contusions et tôles froissées

page 8

## DELINQUANCE

### Stabilité en 2009

page 8

## HOPITAL DE ROANNE

### Le bilan du directeur avant son départ pour Ajaccio

page 4

## MUSIQUE

### Concerts à Mably, au Scarabée et au Satellit

page 6

## BASKET

### La Chorale à Villeurbanne ... et aux « As »

pages sports

Du 6 janvier au 9 février 2009

**2<sup>e</sup> démarque\*** Pensez à nos offres "literie" spéciales

**MOBILIER DE FRANCE**

**Meubles Simonet**  
Depuis 3 générations à votre service

AMPLEPUIIS centre 7, rue de l'Égalité 04 74 89 32 01  
Fermé le lundi à Amplepuis Lundi 14 h - 19 h. Du mardi au samedi : 9 h - 12 h / 14 h - 19 h.

ROANNE centre 19-21, rue Noël 04 77 23 37 95

\*Sur articles signalés en magasin